



Valérie Fourneyron

« Encore une fois, M. Sarkozy veut faire payer les malades ! »

M. Sarkozy est parti en campagne. Et une fois encore, en désignant les malades comme des fraudeurs en puissance, M. Sarkozy s'attaque de manière insupportable aux plus fragiles.

Le gouvernement a décidé de rallonger le délai de carence pour les arrêts maladie dans le privé et de l'instaurer dans le public. Ce sont des économies sans réelle portée : seulement 200 millions d'euros quand le cadeau sur l'ISF se monte à 2 milliards d'euros. Cette proposition est idéologique et méprise les médecins et les salariés.

La prétendue lutte contre la fraude n'est pas crédible. Bien sûr, la fraude est inacceptable. Mais la fraude

aux prestations sociales porte sur environ 400 millions d'euros. C'est peu au regard de l'en-



semble des fraudes : la fraude fiscale est évaluée à plus de 25 milliards d'euros ; la fraude due au travail dissimulé estimée entre 10 et 15

milliards ; la fraude aux cotisations sociales à plus de 2 milliards.

En ciblant les seuls malades, le gouvernement n'est pas crédible lorsqu'il dit faire de la lutte sa priorité. Depuis 2007, les plans anti-fraude se sont multipliés sans aucun résultat. Quel aveu d'échec ! Contre la fraude, comme dans la plupart des domaines, le gouvernement s'agite, mais n'agit pas.

Rejoignez-nous et construisons ensemble l'avenir de notre ville

Permanences et accueil le jeudi de 17h à 19h.

Réagissez sur notre site :

www.rouensocialiste.fr

Rouen Socialiste rouensocialiste

ROUEN
SOCIALISTE

La lettre du PS de Rouen
N° 75, décembre 2011

23, rue de la République, Rouen
02 35 70 12 11
rouensocialiste@gmail.com

Ont contribué à ce numéro :
Alexandre Canet, Lucie Eba,
Valérie Fourneyron, Robert
Foubert.

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

ROUEN

DEC. 2011 N°75

SOCIALISTE



« Un plan d'austérité qui va peser sur les plus faibles »

Le gouvernement adopte dans l'urgence un plan d'austérité. Pourtant, depuis 10 ans, la droite porte une responsabilité majeure dans l'aggravement de notre endettement ! Selon la Cour des Comptes, la crise n'est à l'origine que du tiers de la hausse du déficit.

A présent, ce plan d'austérité va peser sur les couches populaires et moyennes. Au lieu de lutter contre les déficits, ce plan va les augmenter : la hausse des taxes va diminuer le pouvoir d'achat des Français, et donc af-

faiblir la croissance.

Pour François Hollande, il fallait remettre en cause véritablement les niches fiscales, annuler l'allègement de l'ISF que le gouvernement a décidé, revenir sur l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires qui jouent contre l'emploi. Ces mesures immédiates auraient rapporté 8 milliards d'euro par an. Mais pour cela, le Président de la République devait renier les cadeaux fiscaux à ses amis. Ce qu'il n'a pas eu le courage de faire.



Emploi des personnes en situation de handicap « Le handicap est l'affaire de tous »

Robert Foubert, Adjoint au Maire de Rouen

A l'occasion de la semaine de l'emploi des personnes en situation de handicap, quel bilan tirez-vous ?

La politique menée par le gouvernement ne fait plus illusion ! En 2010 et 2011, le gouvernement a ponctionné une partie des fonds de l'Agefiph pour d'autres objectifs. Cette année, 6 000 accompagnements de demandeurs d'emploi en situation de handicap ont été supprimés. 500 places en établissements et services d'aide par le travail ont disparu. Nous avons réellement besoin d'un engagement de tous. La Ville de Rouen s'est engagée à atteindre à nouveau le

taux de 6% de salariés en situation de handicap qu'elle avait en 2000.

Quelles sont les propositions du PS ?

Le PS s'engage à mettre en œuvre une handi-conditionnalité des aides aux entreprises. Sur ce point, il faut rendre l'Etat exemplaire dans ses propres services. Dans l'Education nationale par exemple, les créations de postes d'auxiliaires de vie scolaire ne devraient pas être prises dans le quota des personnes handicapées. Nous voulons également fixer des objectifs concrets en matière d'accessibilité, comme refuser les dérogations dans les constructions neuves.



La Région lance le chèque Energies

C'était un engagement d'Alain Le Vern lors des régionales de 2010, la Région va faire baisser la facture énergétique des Haut-Normands.

Le chèque Energies Audit permet de réaliser un audit énergétique de sa maison. L'aide de la Région s'élève à 400€. Le

chèque Energies Travaux permet ensuite de financer la réalisation de travaux préconisés par l'audit ; par exemple l'isolation des murs extérieurs, l'isolation des combles ou de la toiture, la pose de fenêtres, le remplacement d'une vieille chaudière ou l'installation d'un chauffe-eau solaire...

EDITO



Alexandre Canet

Secrétaire du PS de Rouen

Après les primaires, l'unité autour de François Hollande

Lors des primaires, près de 3 millions de Français ont participé à ce grand exercice démocratique qui a permis de désigner le candidat de la gauche pour les Présidentielles. À présent, tous les socialistes sont rassemblés autour de François Hollande, en particulier Valérie Fourneyron qui rejoint son équipe de campagne.

À Rouen, les socialistes sont déterminés à montrer, à ses côtés, qu'un autre chemin que le sarkozysme est possible pour la France.

Crise économique :



les propositions de François Hollande

Depuis quatre ans, la crise est installée dans la zone euro. En France, le gouvernement porte une lourde responsabilité dans l'aggravation des déficits. Le pire des déficits est bien le déficit de la cohérence tant les mesures votées ont été déconstruites tout au long de son mandat.

Les quatre propositions contre la crise financière

Le 1^{er} acte serait de régler les produits financiers dérivés. Ils ne devraient être autorisés que pour les seules couvertures des besoins réels, et non être l'objet d'une spéculation. Cette mesure pourrait s'appliquer en France sans attendre qu'elle soit retenue au niveau mondial.

2^e : établir une liste noire des fonds spéculatifs et interdire aux banques françaises de les financer. Aucune banque ne doit être en relation avec un fonds qui n'est pas sur un marché organisé, ni pouvoir travailler avec un pays qui abrite un paradis fiscal.

3^e : la taxe sur les transactions financières devra être instaurée le plus tôt possible, sans attendre

que tous les pays de la zone euro en décident.

4^e : agir sur la réforme du système monétaire international. Les Européens doivent instaurer un rapport de force avec la Chine pour lier les politiques commerciale et monétaire. Il n'est pas possible d'avoir un partenaire commercial qui réalise 170 milliards d'excédents sur les échanges avec l'Europe et qui n'introduit pas la convertibilité de sa monnaie.

Ces actions ne peuvent s'envisager sans redressement de la France. François Hollande présentera au lendemain de la présidentielle une loi de programmation sur 5 ans de réduction de nos déficits. Un programme juste, qui ne pèse pas sur les plus défavorisés et n'empêche pas la croissance.

Face au désastre industriel et social, le PS propose

Les annonces de licenciement ou de fermetures de sites s'accumulent : PSA, Arcelor Mittal, Société générale, Sea-France... la passivité du gouvernement sur ces dossiers est inacceptable ! Il n'est plus possible de nier la désindustrialisation, la dégradation de notre balance commerciale ni l'explosion du chômage. Depuis des mois, le PS demande des mesures d'urgence : créer une banque publique d'investissement, instaurer le principe du « délocalisateur-payeur », moduler l'impôt sur les sociétés selon que les bénéficiaires sont réinvestis ou distribués aux actionnaires, soutenir la trésorerie des PME. Ce sont ces choix que les socialistes proposent pour relancer la croissance et l'emploi.